

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
Services de l'État en Vaucluse  
84905 AVIGNON cedex 09

Marseille, le 18/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LAFARGE GRANULATS**

D/SPR/VJ/1410/2023

avenue des Frères Lumière - ZAC des Chabauds  
13320 Bouc-Bel-Air

Références : D-00758-2023 / LRAR N°1A 194 569 0783 2  
Code AIOT : 0006401268

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2023 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté 2625 Route d'Avignon Quartier Baronne 84300 Cavaillon. L'inspection a été annoncée le 17/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAFARGE GRANULATS
- 2625 Route d'Avignon Quartier Baronne 84300 Cavaillon
- Code AIOT : 0006401268
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Lafarge Granulats SAS exploite une carrière aux lieu-dits « plan de perussis » et « les iscles du temple », sur la commune de Cavaillon.

Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 2510, de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515 et de la déclaration au titre de la rubrique 2517 de la nomenclature des ICPE. Les activités du site sont autorisées par les arrêtés préfectoraux n°44 du 23 avril 1997 et n°33 du 8 avril 2002, modifiés par les arrêtés complémentaires du 21 mai 2015, du 26 septembre 2018 et du 10 mai 2021.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- réponses apportées aux constats relevés lors de la dernière inspection ;
- suivi des retombées de poussières dans l'environnement.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	rejets eaux	Arrêté Préfectoral du	Mise en demeure, respect de	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	usées	08/04/2002, article 19.2.3	prescription	
2	liste des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	statut IOTA des ouvrages de prélèvement d'eau	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R181-46 II	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	suivi des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté 5 non-conformités au cours de cette visite.

L'inspection des Installations Classées propose à Madame la Préfète de Vaucluse, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions des articles :

- R181-46 II du code de l'environnement, concernant la déclaration des forages au titre de la loi sur l'eau ;
- 6 et 15 de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression ;
- 19.2.3 de l'arrêté préfectoral du 08/04/2002, concernant la gestion des effluents sanitaires.

Par ailleurs, un constat, relatif aux modalités de suivi des retombées de poussières, conduit l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à madame la Préfète de Vaucluse d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : rejets eaux usées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/04/2002, article 19.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets eaux usées
<b>Prescription contrôlée :</b> Effluents des sanitaires : ces effluents devront être traités par un dispositif d'infiltration conforme à l'arrêté du 6 mai 1996. L'évacuation en puits perdu est interdite.
<b>Constats :</b>  <u>Constat le 13/10/2020</u> : l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la conformité des deux dispositifs de traitement des eaux usées du site. Le rapport DREAL du 4 décembre 2020 demandait à l'exploitant de faire réaliser une vérification des deux installations de traitement des effluents sanitaires par un spécialiste et de transmettre, sous 3 mois, le rapport associé,

comprenant un planning de réalisation des actions correctives nécessaires.

Constat le 15/11/2021 : l'exploitant a transmis le compte-rendu du passage caméra réalisé par la société Osis, qui mentionne deux anomalies. Toutefois, l'exploitant n'apporte pas d'éléments, d'une part, sur les actions correctives nécessaires afin de corriger les anomalies relevées et, d'autre part, sur la conformité des dispositifs vis-à-vis de la réglementation afférente. A la suite de cette inspection, le rapport DREAL du 12 janvier 2022 demandait à l'exploitant de compléter, sous 3 mois, le diagnostic réalisé sur les dispositifs de traitement des eaux usées avec :

- le descriptif des actions correctives éventuellement nécessaires afin de remédier aux anomalies relevées lors du passage caméra ;
- une évaluation de la conformité des dispositifs vis-à-vis de la réglementation applicable aux dispositifs d'assainissement non collectifs.

Constat le 13/12/2022 : l'exploitant indique ne pas avoir reçu le rapport DREAL du 12/01/2022 transmis par voie postale. Toutefois, il précise avoir corrigé les anomalies relevées et envoyé un dossier au SPANC afin d'obtenir un certificat de conformité de ses installations. Il n'a toutefois pas été en mesure de présenter le dossier communiqué au SPANC le jour de l'inspection. Ainsi, le rapport DREAL demandait à l'exploitant de communiquer :

- sous 1 semaine, copie du dossier envoyé au SPANC concernant la mise en conformité du dispositif de traitement de ses effluents ;
- l'avis du SPANC sur le dossier précité dès réception et, le cas échéant, proposera un calendrier de mise en conformité ne dépassant pas 3 mois.

Constat le 28/11/2023 : aucun document n'a été transmis à la DREAL depuis la dernière inspection. L'exploitant indique qu'il va réaliser les travaux de mise en conformité, éventuellement après avoir réalisé un nouveau diagnostic compte tenu de l'ancienneté du diagnostic précédent, en vue d'une mise en conformité d'ici la fin du premier semestre 2024.

**Observations :**

L'inspection propose à madame la Préfète de mettre en demeure l'exploitant, sous 6 mois, de respecter les dispositions de l'article 19.2.3 de l'arrêté préfectoral du 8 avril 2002.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 2 : liste des ESP**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6

**Thème(s) :** Risques accidentels, liste des ESP

**Prescription contrôlée :**

III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

**Constats :**

Constat le 15/11/2021 : l'exploitant dispose d'une liste des ESP présents sur le site :

- 2 réservoirs airchoc « air industrie » de 100 L, 12 b
- 2 réservoirs airchoc « air industrie » de 50 L, 12 b
- 1 réservoir compresseur « pauchard / scolitros » de 300 L, 11 b

Ces ESP sont tous soumis au suivi en service, selon les dispositions de l'arrêté ministériel du

20/11/2017.

Toutefois, la liste présentée ne comprend pas l'ensemble des informations suivantes, requises par l'arrêté ministériel précité :

- le régime de surveillance ;
- les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection périodique ;
- les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

Ainsi, le rapport DREAL du 12/01/2022 demandait à l'exploitant de transmettre, sous 1 mois, la liste des ESP présents sur le site, avec l'ensemble des informations requises par l'arrêté ministériel du 20/11/2017.

Constat le 13/12/2022 : l'exploitant indique ne pas avoir reçu le rapport DREAL du 12/01/2022 transmis par voie postale. Il présente une liste des ESP du site mise à jour, mais qui demeure toutefois incomplète car le document :

- ne mentionne pas le régime de surveillance (avec ou sans plan d'inspection) ;
- mentionne les dates de "vérifications", sans préciser s'il s'agit d'inspections ou de requalifications périodiques.

Par ailleurs, l'inspection relève que le document recense 13 réservoirs "accumulateurs à vessie", en service depuis septembre 2018, dont les caractéristiques (pression, volume) les soumettent au suivi en service au titre de l'arrêté ministériel du 20/11/2017. L'exploitant doit, sous 1 mois, transmettre une liste modifiée des équipements sous pression soumis au suivi en service au titre de l'arrêté ministériel du 20/11/2017, reprenant l'ensemble des informations demandées.

Constat le 28/11/2023 : aucun document n'a été transmis à la DREAL depuis la dernière inspection. En séance, l'exploitant présente une liste des ESP présents sur site, sous format excel. Toutefois, cette liste n'est toujours pas conforme aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, car cette dernière ne mentionne pas :

- le régime de surveillance (avec ou sans plan d'inspection) pour chaque équipement ;
- les dates des prochaines inspections et requalifications périodiques pour chaque équipement.

**Observations :**

L'inspection propose à madame la Préfète de mettre en demeure l'exploitant, sous 1 mois, de respecter les dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 3 : inspection périodique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15

**Thème(s) :** Risques accidentels, inspection périodique

**Prescription contrôlée :**

I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.

La période maximale est fixée au maximum à :

- 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est

porté au plus à 4 ans ;  
- 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

### **Constats :**

#### Constat le 15/11/2021 :

Réservoir Pauchard 300L, 11 b : le certificat CE associé à la cuve a été émis en 2014. L'exploitant ne dispose pas d'élément démontrant que cet équipement a été mis en service à une date ultérieure. L'exploitant ne dispose pas de compte-rendu d'inspection périodique pour cet équipement. Par courriel du 16/11/2021, la société Lafarge a transmis un devis du 20/10/2021 pour la réalisation de l'inspection périodique du réservoir et indique qu'elle sera réalisée d'ici fin novembre 2021.

Réservoirs air choc « air industrie » : l'exploitant a présenté des « rapports de visite extérieure », réalisé par la société Bureau Veritas en 2014. Par ailleurs, il indique ne pas disposer d'autre rapport de contrôle pour ces équipements, installés en 2008. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la réalisation d'une inspection périodique de ses réservoirs airchocs. La société Lafarge indique que ces équipements vont être changés et présente le bon de commande du 19 octobre 2021 pour le renouvellement des 4 cuves airs chocs (installation des équipements prévue courant novembre suite à un retard de livraison).

Ainsi, le rapport DREAL du 12/01/2022 demandait à l'exploitant de transmettre, sous 1 mois, le compte-rendu de l'inspection périodique du réservoir Pauchard 300L et les justificatifs démontrant le remplacement des 4 réservoirs airchocs (photographies, factures,...).

Constat le 13/12/2022 : l'exploitant indique ne pas avoir reçu le rapport DREAL du 12/01/2022 transmis par voie postale. Il présente la facture du 25/03/2022 relative à l'inspection périodique du réservoir Pauchard, réalisée par la société Airflux. Toutefois, l'exploitant ne dispose pas du compte-rendu de cette inspection, qui ne lui a pas été remis par la société ayant réalisé le contrôle. Ce compte-rendu favorable, daté du 23 mars 2022, a été transmis à la DREAL par courriel du 28 décembre 2022. Toutefois, l'inspection relève que ce compte-rendu :

- ne mentionne pas les vérifications faites sur les accessoires de sécurité ;
- fait toujours référence à l'arrêté ministériel du 15 mars 2000 et non à l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.

Par ailleurs, l'exploitant présente la facture relative aux changements de quatre réservoirs airchocs du 30/11/2021, ainsi que les photographies des plaques des équipements renouvelés (ces derniers étant installés en hauteur).

Enfin, l'inspection relève que la liste des ESP mentionne 13 réservoirs "accumulateurs à vessie", en fonctionnement depuis septembre 2018, soumis au suivi en service au titre de l'arrêté ministériel du 20/11/2017. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le compte-rendu d'inspection périodique de ces équipements. L'exploitant doit :

- sous 1 mois, faire réaliser l'inspection périodique des 13 réservoirs "accumulateurs à vessie", en service depuis septembre 2018, et du réservoir Pauchard en veillant au contrôle des accessoires de sécurité ;
- communiquer, sous 2 mois, le compte-rendu des 14 inspections périodiques précitées.

<p><u>Constat le 28/11/2023</u> : aucun document n'a été transmis à la DREAL depuis la dernière inspection. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter en séance les justificatifs relatifs à l'inspection périodique des 13 réservoirs "accumulateurs à vessie", en service depuis septembre 2018, et du réservoir Pauchard mentionnant le contrôle des accessoires de sécurité.</p>
<p><b>Observations :</b> L'inspection propose à madame la Préfète de mettre en demeure l'exploitant, sous 3 mois, de respecter les dispositions de l'article 15 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 4 : statut IOTA des ouvrages de prélèvement d'eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 26/01/2017, articles L181-1 et R181-46 II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, statut IOTA des ouvrages de prélèvement d'eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Article L181-1</u> : l'autorisation environnementale, dont le régime est organisé par les dispositions du présent livre ainsi que par les autres dispositions législatives dans les conditions fixées par le présent titre, est applicable aux activités, installations, ouvrages et travaux suivants, lorsqu'ils ne présentent pas un caractère temporaire :</p> <p>1° Installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au I de l'article L. 214-3, y compris les prélèvements d'eau pour l'irrigation en faveur d'un organisme unique en application du 6° du II de l'article L. 211-3 ;</p> <p>2° Installations classées pour la protection de l'environnement mentionnées à l'article L. 512-1.</p> <p>Elle est également applicable aux projets mentionnés au deuxième alinéa du II de l'article L. 122-1-1 lorsque l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation est le préfet, ainsi qu'aux projets mentionnés au troisième alinéa de ce II. L'autorisation environnementale inclut les équipements, installations et activités figurant dans le projet du pétitionnaire que leur connexité rend nécessaires à ces activités, installations, ouvrages et travaux ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients.</p> <p><u>R.181-46 II</u> : Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article <u>L. 181-1</u> inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>constat le 13/10/2020</u> : lors de l'inspection effectuée en 2020, il avait été constaté que le site dispose de plusieurs forages et piézomètres, n'ayant pas fait l'objet de déclaration au titre de la réglementation "loi sur l'eau". Ainsi, il avait été demandé à l'exploitant de transmettre, sous 3 mois, à la DREAL :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un porté à connaissance, afin de déclarer les ouvrages liés aux forages et aux piézomètres présents sur le site (rubrique IOTA 1.1.1.0) ;</li> <li>- un porté à connaissance, afin de déclarer les prélèvements liés aux forages présents sur le site (rubrique IOTA 1.1.2.0) ;</li> </ul> <p><u>constat le 13/12/2022</u> : l'exploitant a communiqué en avril 2022 un dossier visant à régulariser la situation de 8 piézomètres au titre de la rubrique IOTA 1.1.1.0. Par ailleurs, l'exploitant indique que la présence d'un forage étant mentionnée dans l'étude impact de son dossier d'autorisation, il n'a</p>

pas estimé nécessaire de porter à la connaissance du Préfet l'existence de ces ouvrages, ainsi que les éléments relatifs aux rubriques IOTA 1.1.1.0 et 1.1.2.0 associés. Toutefois, il ne dispose pas d'éléments concernant une éventuelle déclaration de ces ouvrages et des niveaux de prélèvements associés auprès des services de la police de l'eau.

Les ouvrages de prélèvements d'eau, relevant des rubriques IOTA 1.1.1.0 et 1.1.2.0, n'ont donc pas fait l'objet de déclaration auprès des services de la police de l'eau depuis la délivrance de l'autorisation d'exploiter. Par ailleurs, l'arrêté d'autorisation ICPE de la carrière étant antérieur à 2017, il ne réglemente pas spécifiquement les activités relevant des rubriques loi sur l'eau. Ainsi, en vue de la régularisation de ces ouvrages, il est nécessaire que l'exploitant transmette, sous 3 mois, le porté à connaissance relatif aux installations du site relevant des rubriques IOTA 1.1.1.0 et 1.1.2.0, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires, conformément aux dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement.

Constat le 28/11/2023 : aucun document n'a été transmis à la DREAL depuis la dernière inspection.

**Observations :**

L'inspection propose à madame la Préfète de mettre en demeure l'exploitant, sous 3 mois, de respecter les dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : suivi des retombées de poussières**

**Référence réglementaire :** arrêté ministériel du 26/11/12, article 39 / arrêté ministériel du 22/09/1994, article 19.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, suivi des retombées de poussières

**Prescription contrôlée :**

Article 39 de l'arrêté du 26/11/12 : Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations : [...]

- implantées sur une exploitation de carrière qui réalise une surveillance environnementale selon les prescriptions de l'article 19.5 et suivants de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière.

Article 19.5 de l'arrêté du 22/09/94 : les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées en eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. [...] Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]

Article 19.7 de l'arrêté du 22/09/94 : Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

**Constats :**

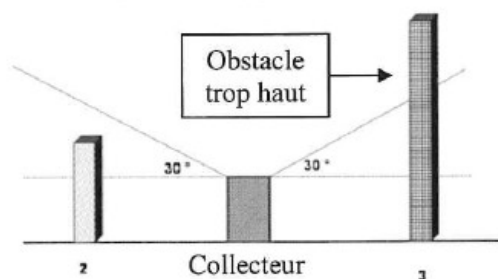
En réponse aux dispositions de l'article 39 de l'arrêté du 26 novembre 2012, relatif à la surveillance des retombées de poussières issues des installations de traitement de matériaux relevant de la rubrique 2515 à enregistrement, l'exploitant a mis en place un système de suivi des retombées de poussières dans l'environnement, en application des articles 19.5 et suivants de l'arrêté ministériel



du 22/09/1994. En outre, son système de suivi est composé de 4 jauges (1 jauge témoin au nord, 2 jauges en limite de site près des installations de traitement de matériaux et 1 jauge de type « b » à proximité des premières habitations).

Le dernier rapport de suivi de son prestataire (société ARES) du 12/10/2023, relatif à la campagne du troisième trimestre 2023 (27/07/2023 au 24/08/2023), mentionne un dépassement de l'objectif de 500 mg/m<sup>2</sup>/j en moyenne annuelle glissante, fixé par l'article 19.7 de l'arrêté ministériel pour la jauge de type « b » (valeur moyenne de 514 mg/m<sup>2</sup>/j). Toutefois, l'exploitant précise que les valeurs élevées sur la jauge de type « b » s'expliquent par la forte activité de la société Gravisud à proximité, dans le cadre des opérations de remise en état du site de traitement de matériaux de cette entreprise au cours du premier semestre 2023 : ainsi, les relevés des retombées de poussières aux T1 et T2 2023 montrent des valeurs très élevées pour cette jauge (respectivement 568 et 719 mg/m<sup>2</sup>/j contre 280 mg/m<sup>2</sup>/j au T3), qui ont fortement contribué au dépassement du seuil annuel glissant de 500 mg/m<sup>2</sup>/j au T3 2023.

Par ailleurs, lors de la visite terrain, l'inspection a constaté que des obstacles (végétation, poteau EDF) sont très proches des jauges. Ces jauges ne sont donc pas installées dans les conditions prévues par la norme NF X 43-014, qui impose notamment l'absence d'obstacles selon un angle de 30° par rapport à l'horizontale autour de la tête du collecteur.



Jauges de retombées implantées à proximité

d'obstacles

#### Observations :

L'exploitant doit, sous 3 mois à compter de la réception du présent rapport, modifier les emplacements ou l'environnement de ses jauges de retombées, afin que les mesures soient effectuées dans des conditions respectant les dispositions de la norme NF X 43-014.

L'exploitant transmettra selon le même délai un reportage photographique des 4 jauges mises en conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois